RÉGIE DES RENTES
DU QUÉBEC

Soutien aux enfants
Statistiques de l'année 2010

Québec

Rédaction
Chantale Thibault

Mise en page
Nathalie Cloutier

Coordination
Nathalie Madore

Révision linguistique
Louise Hamel

Graphisme
Nicholas Grenier

Date de parution
Décembre 2011

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Web de la Régie : **www.rrq.gouv.qc.ca**.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement, commentaire ou suggestion, s'adresser à :

Service des statistiques et des sondages
Régie des rentes du Québec
Case postale 5200
Québec (Québec) G1K 7S9
statistiques@rrq.gouv.qc.ca

Dépôt légal
4e trimestre 2011
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN
978-2-550-63769-1 (version imprimée)
978-2-550-63770-7 (PDF)

© Régie des rentes du Québec, 2011

Avant-propos

La Régie des rentes du Québec vous présente sa plus récente publication annuelle sur le Soutien aux enfants : *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2010*. La publication se divise en quatre parties. La première trace l'évolution historique des programmes d'aide aux familles depuis l'implantation du premier programme en 1961 jusqu'au crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE), qu'on appelle maintenant Soutien aux enfants. Les deux suivantes dressent respectivement le portrait des bénéficiaires du paiement de Soutien aux enfants (PSE) et du supplément pour enfant handicapé (SEH). Encore une fois cette année, la quatrième partie offre un complément d'information qui répond aux questions souvent posées sur le Soutien aux enfants selon les régions. Elle présente le nombre de familles bénéficiaires et d'enfants inscrits ainsi que les sommes totales versées dans les 17 régions administratives du Québec et les 104 municipalités régionales de comté (MRC) ou territoires équivalant à des MRC.

Le document *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2010* offre au lecteur un outil d'analyse complet et détaillé afin qu'il connaisse mieux les caractéristiques des familles et des enfants qui bénéficient d'une aide financière directe au Québec. La publication est aussi disponible sur le site Web de la Régie.

Nathalie Madore
La chef du Service des statistiques et des sondages

Table des matières

Principales définitions 7

Légende des tableaux 7

Production des statistiques 9

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires 11

Le paiement de Soutien aux enfants 23

Le supplément pour enfant handicapé 29

Statistiques régionales 33

Liste des tableaux

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1. Paramètres de l'allocation familiale, selon le rang de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973 11
2. Paramètres de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997 12
3. Paramètres de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004 .. 12
4. Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002 13
5. Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997 14
6. Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004 15
7. Paramètres du PSE, de 2005 à 2011 16
8. Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale – 2010 17
9. Paramètres du SEH, de 2005 à 2011 18
10. Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2010 19
11. Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2010 20
12. Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2010 21
13. Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2010 21

Le paiement de Soutien aux enfants

14. Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu – décembre 2010 23
15. Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu – décembre 2010 24
16. Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée – décembre 2010 25
17. Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe – décembre 2010 26
18. Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée – décembre 2010 27
19. Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille – décembre 2010 28

Le supplément pour enfant handicapé

20. Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2009 29-30
21. Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu – décembre 2010 31
22. Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant – décembre 2010 32

Statistiques régionales

23. Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2010 et des sommes totales versées en 2010 33
24. Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille – décembre 2010 34

25. Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants – décembre 2010 34

26. Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap – décembre 2010 35

27. Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2010 et des sommes totales versées en 2010 ..... 36 à 38

Liste des graphiques

1. Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2010 17

2. Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2010 17

Principales définitions

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Personne qui reçoit le paiement de Soutien aux enfants (PSE) ou le supplément pour enfant handicapé (SEH). Il s'agit de la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant, et qui vit habituellement avec lui. Ce droit est reconnu à une seule personne par famille. En cas de garde partagée, les deux parents sont déclarés bénéficiaires1

Enfant

Personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui n'est pas un conjoint à charge au sens fiscal.

Enfant handicapé

Enfant ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. Les activités de la vie quotidienne sont celles qu'un enfant accomplit, d'après son âge, pour prendre soin de lui-même et participer à la vie sociale. Il s'agit notamment des gestes pour se nourrir, se mouvoir, se vêtir, communiquer, apprendre, se rendre aux lieux de fréquentation nécessaire et s'y déplacer.

Famille bénéficiaire

Famille qui compte au moins un enfant pour lequel un paiement de Soutien aux enfants (PSE) a été effectué pour un mois donné.

Région

Endroit où réside le bénéficiaire. Sont considérées comme régions les 17 régions administratives du Québec. La catégorie « Hors du Québec » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Somme du revenu du bénéficiaire et de celui de son conjoint pour une année. Le revenu pris en compte dans le calcul du PSE est le revenu net au sens de la Loi sur les impôts. Puisque l'année du PSE s'échelonne de juillet à juin, le revenu utilisé pour le calcul du paiement des six premiers mois de l'année civile diffère de celui des six derniers mois. Ainsi, c'est le revenu net de 2008 qui a servi à établir le montant du paiement des mois de janvier à juin 2010 et celui de 2009 qui a servi au calcul du paiement des mois de juillet à décembre 2010.

Situation familiale

Structure de la famille. Celle-ci est dite *biparentale* si le bénéficiaire a un conjoint et *monoparentale* s'il n'en a pas.

Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs, annulés et compensés à même les paiements du Soutien aux enfants. Il y a compensation lorsque le bénéficiaire a une dette envers la Régie des rentes du Québec. Le total des sommes versées est rajusté de façon à rendre compte des états financiers de la Régie.

Légende des tableaux

n. d.	:	données non disponibles
–	:	zéro ou néant
s. o.	:	sans objet
k$	:	millier de dollars
M$	:	million de dollars

1. Cette nouvelle disposition législative est entrée en vigueur en janvier 2007.

Production des statistiques

Les statistiques sur les prestations familiales et sur le Soutien aux enfants proviennent des fichiers administratifs de la Régie. Ces derniers sont constitués et mis à jour à l'aide des renseignements que les parents fournissent au Directeur de l'état civil, qui à son tour les fait parvenir à la Régie, et des renseignements transmis par Revenu Québec.

En général, les enfants sont inscrits dans les trois mois qui suivent leur naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont donc compilées au 31 mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants dont les parents avaient droit à une aide en décembre sont inscrits.

Les statistiques sont révisées pour l'année antérieure et il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits. Les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures s'expliquent ainsi.

Le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à l'aide des renseignements recueillis par la Régie. Sa mise à jour est faite principalement au moyen de l'information obtenue directement des parents, lors d'un changement concernant le handicap de l'enfant par exemple.

La Régie peut payer rétroactivement le SEH pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour le PSE, mais la proportion d'enfants handicapés qui sont inscrits rétroactivement est beaucoup plus grande. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande de supplément ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que la Régie puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit pour l'année précédente.

La proportion d'enfants handicapés non inscrits lors de la production des statistiques d'une année se situe autour de 10 %. Il est donc essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Cette révision se fait pendant deux ans. Pour assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques qui figurent dans les tableaux historiques sont donc des projections de la situation à terme pour les deux dernières années ainsi que l'année en cours.

L'introduction des versements simultanés en janvier 2007 pour les enfants en garde partagée influence la présentation des tableaux statistiques. Prenons l'exemple de deux parents se partageant la garde de leur enfant. À des fins statistiques, cette situation fait qu'un demi-enfant sera compté dans chacune des deux familles. Dans les tableaux statistiques, les demi-enfants sont arrondis à l'unité près et cela fait en sorte que la somme des données individuelles des enfants ne correspond pas toujours au total.

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1961-1973 – L'allocation scolaire

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi des allocations scolaires*, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Il accorde alors une allocation de 10 $ par mois pour les adolescents de 16 et de 17 ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les parents d'adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation.

L'allocation est versée mensuellement, sauf en juillet, en août et en septembre, où elle est retenue pour être versée rétroactivement en octobre sur preuve de fréquentation scolaire. Elle complète le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de 16 ans.

L'allocation scolaire passe de 10 $ à 12 $ par mois en octobre 1973. Elle est cependant abolie en janvier 1974 en raison de l'instauration d'un nouveau programme.

1967-1973 – L'allocation familiale

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de 16 ans. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, pour aider les familles nombreuses.

Les prestations varient de 15 $ par semestre pour un enfant à 142,50 $ par semestre pour six enfants. Chacun des enfants additionnels donne droit à une majoration de 35 $. Une allocation supplémentaire de 5 $ est versée pour chaque enfant âgé de 12 à 15 ans.

Tableau 1 **Paramètres de l'allocation familiale, selon le rang de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973**

	Montants semestriels					
	1er	2e	3e	4e	5e	6e et +
	$	$	$	$	$	$
0-11 ans	15	17,50	20	25	30	35
12-15 ans	20	22,50	25	30	35	40

1974-1997 – Le Régime des allocations familiales du Québec

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé *Régime des allocations familiales du Québec*, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et les allocations familiales de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de 18 ans qui est réputé avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une disposition de la *Loi sur la refonte des lois et des règlements* entraîne la modification de l'appellation *Régime des allocations familiales du Québec*, qui devient *Loi sur les allocations familiales*.

Le 1er mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours du budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

1980-2004 – L'allocation pour enfant handicapé

À partir du 1er janvier 1980, la Loi prévoit l'ajout d'une allocation pour tout enfant atteint d'une déficience significative et permanente sur le plan moteur, visuel, auditif ou mental et dont la condition nécessite la mise en place de mesures spécialisées en matière de réadaptation et de scolarisation. Le montant de l'allocation pour enfant handicapé est alors fixé à 60 $ par mois. Les objectifs de cette allocation sont d'encourager la garde à domicile de l'enfant handicapé et d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exige un tel enfant. Cette allocation est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale et pourvoit aux besoins de l'enfant.

Tableau 2 — **Paramètres de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997**

Année	Montants mensuels			
	1er enfant	2e enfant	3e enfant	4e enfant et plus
	$	$	$	$
1974	3,00	4,00	5,00	6,00
1975	3,31	4,42	5,52	6,62
1976	3,68	4,92	6,14	7,36
1977	3,98	5,32	6,64	7,96
1977 (mai)	5,05	6,76	8,43	10,11
1978	5,43	7,27	9,06	10,87
1979	5,92	7,92	9,88	11,85
1980	6,45	8,63	10,77	12,92
1981	7,09	9,48	11,84	14,20
1982	7,09	9,48	11,84	14,20
1983	7,52	10,05	12,55	15,05
1984	7,90	10,55	13,18	15,80
1985	7,90	10,55	13,18	15,80
1986	8,22	10,97	13,71	16,43
1987	8,56	11,42	14,27	17,10
1988	8,94	11,92	14,90	17,85
1989	9,31	12,41	15,51	18,58
1990	9,77	13,02	16,27	19,49
1991	10,24	13,64	17,05	20,43
1992	10,70	14,25	17,82	21,35
1993 à 1997	10,91	14,54	18,18	21,78

En janvier 1982, une modification au *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, la fibrose kystique ou l'insuffisance rénale. Le Règlement modifie par la même occasion la définition de *handicap auditif*.

À partir de mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande.

En février 2000, une révision complète du *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* redéfinit l'enfant handicapé comme celui ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. La notion de permanence est donc abandonnée ainsi que l'obligation de mettre en place des mesures spécialisées. Le Règlement précise maintenant, pour 16 catégories de handicaps, les cas présumés de handicap important, les autres cas étant analysés selon d'autres critères.

Tableau 3 — **Paramètres de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004**

Année	Montant mensuel
	$
1980	60,00
1981	65,94
1982	74,05
1983	82,34
1984	86,46
1985	86,46
1986	89,92
1987	93,61
1988	97,73
1989	101,74
1990	106,73
1991	111,85
1992	116,88
1993 à 2004	119,22

1988-2002 – L'allocation à la naissance

Le 1er mai 1988, une nouvelle allocation s'ajoute à l'allocation familiale de base : l'allocation à la naissance. Elle consiste en un paiement forfaitaire de 500 $ pour la naissance d'un premier ou d'un deuxième enfant d'une famille et en une allocation trimestrielle de 375 $ payable jusqu'à l'âge de 2 ans pour la naissance d'un troisième enfant ou de tout enfant additionnel. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de 2 ans.

Le 1er mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 $ pour le deuxième enfant à son premier anniversaire de naissance ou d'adoption s'il a été adopté avant l'âge de 2 ans. L'allocation à la naissance pour le troisième enfant et chaque enfant additionnel est prolongée jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 3 ans. L'allocation maximale passe ainsi de 3 000 $ à 4 500 $. Le versement de l'allocation est de nouveau prolongé jusqu'à l'âge de 4 ans en 1990, puis jusqu'à 5 ans en 1991, pour un maximum de 7 500 $. En mai 1992, l'allocation trimestrielle passe de 375 $ à 400 $ pour un maximum de 8 000 $ en 5 ans. Au même moment, les conditions d'attribution des allocations de 500 $ et de 1 000 $ en cas d'adoption sont assouplies. Tous les parents qui adoptent un premier ou un deuxième enfant peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant l'âge de 5 ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution des allocations pour un deuxième enfant ou un enfant additionnel. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang dans la famille à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même pendant la période de deux mois qui précède la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 $ ou versement trimestriel), la famille conserve son droit à ce versement.

L'allocation à la naissance est abolie en septembre 1997 lors de l'entrée en vigueur de la *Loi sur les prestations familiales*. Cependant, le droit à l'allocation est maintenu pour tout enfant né avant le 1er octobre 1997 et ce, jusqu'à son cinquième anniversaire. Les derniers paiements d'allocation à la naissance ont été faits pour le trimestre qui a débuté en juillet 2002.

Tableau 4 **Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002**

				Montants annuels			
				1er enfant	2e enfant	3e enfant et suivants	
Année	Nombre de familles [3]	Nombre d'enfants [3]	Sommes versées			Par trimestre et par enfant	Maximum par enfant
			k$	$	$	$	$
1988 [1]	74 350	76 384	47 688,7	500	500	375	3 000
1989	136 329	141 473	100 454,8	500	1 000	375	4 500
1990	166 563	175 933	136 082,8	500	1 000	375	6 000
1991	181 045	194 165	162 946,8	500	1 000	375	7 500
1992	185 112	199 801	177 168,8	500	1 000	400	8 000
1993	185 172	200 566	182 326,1	500	1 000	400	8 000
1994	184 520	200 490	186 361,5	500	1 000	400	8 000
1995	182 534	198 771	184 107,4	500	1 000	400	8 000
1996	177 556	193 573	189 461,0	500	1 000	400	8 000
1997 [2]	162 218	177 184	177 309,5	500	1 000	400	8 000
1998	89 545	98 739	119 618,3	-	-	-	-
1999	52 040	57 210	80 139,3	-	-	-	-
2000	37 553	39 817	53 106,4	-	-	-	-
2001	25 233	25 966	28 124,9	-	-	-	-
2002	10 450	10 574	5 912,5	-	-	-	-

1. Mesure instaurée en mai 1988.
2. Mesure abrogée en septembre 1997 avec maintien des droits acquis.
3. Données de décembre.

1989-1997 – L'allocation pour jeune enfant

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 $ pour le premier enfant de moins de 6 ans, à 200 $ pour le deuxième enfant et à 100 $ pour chacun des enfants suivants. En 1988, la dernière année où l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 $ pour le premier enfant de moins de 6 ans, 200 $ pour le deuxième et 500 $ pour chacun des enfants suivants.

L'allocation pour jeune enfant consiste en une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de 18 ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de 6 ans. Les sommes sont versées sous forme de supplément à l'allocation familiale mensuelle. Le premier enfant donne droit à 8,34 $ par mois, soit 100 $ par année; le deuxième, à 16,67 $, soit 200 $ par année, et chaque enfant additionnel de moins de 6 ans, à 41,67 $, soit 500 $ par année.

Toujours en 1989, la *Loi sur les allocations familiales* devient la *Loi sur les allocations d'aide aux familles*. Ainsi, le nom de la nouvelle loi inclut les quatre catégories d'aide offertes, soit l'allocation familiale, l'allocation pour enfant handicapé, l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant.

Tableau 5

Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997

Année	Nombre de familles [2]	Nombre d'enfants [2]	Sommes versées	Montants mensuels		
				1er enfant	2e enfant	3e enfant et suivants
			k$	$	$	$
1989	396 747	520 655	106 067,5	8,34	16,67	41,67
1990	401 048	530 413	111 301,7	8,75	17,49	43,71
1991	406 379	541 988	118 165,5	9,17	18,33	45,81
1992	411 353	553 420	126 167,2	9,58	19,15	47,87
1993	415 510	562 097	132 437,7	9,77	19,53	48,83
1994	417 348	565 439	135 321,5	9,77	19,53	48,83
1995	415 118	561 238	136 191,3	9,77	19,53	48,83
1996	405 864	546 111	135 939,0	9,77	19,53	48,83
1997 [1]	-	-	93 322,3	9,77	19,53	48,83

1. Mesure abrogée en septembre 1997.
2. Données de décembre.

Tableau 6 **Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004**

	Allocation annuelle maximale			Seuils de réduction			Taux de réduction			Allocation annuelle minimale[2]		
	1er enfant[1]	2e enfant	3e enfant et suivants	1er seuil	2e seuil	3e seuil	1er taux	2e taux	3e taux	1er enfant	2e enfant	3e enfant et suivants
	$	$	$	$	$	$	%	%	%	$	$	$
Famille biparentale												
Sept. 1997	975	975	398	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	398
Juillet 1998	975	975	975	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	975
Août 1999	795	795	795	21 825	-	-	25	-	-	131	174	975
Août 2000 à déc. 2004	625	625	625	21 825	-	-	25	-	-	80	80	975
Famille monoparentale												
Sept. 1997	2 275	975	398	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	398
Juillet 1998	2 275	975	975	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	975
Août 1999	2 095	795	795	15 332	20 921	-	35	25	-	131	174	975
Août 2000 à déc. 2004	1 925	625	625	15 332	21 214	-	35	25	-	80	80	975

1. Inclut le supplément de 1 300 $ pour les familles monoparentales.

2. L'allocation annuelle minimale est réduite de 5 $ pour chaque tranche de 100 $ de revenu excédant 50 000 $ (taux de réduction de 5 %).

1997-2004 – Les prestations familiales

En septembre 1997, la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* est abolie pour faire place à la *Loi sur les prestations familiales*. Plusieurs changements sont apportés : l'allocation familiale varie désormais selon le revenu familial (allocation sélective), alors qu'elle était jusqu'à ce jour universelle; l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant sont abolies. Toutefois, les droits acquis en vertu de la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* sont maintenus pour les enfants nés au plus tard le 30 septembre 1997. Par exemple, une famille dont le troisième enfant est né le 30 septembre 1997 conserve son droit à l'allocation à la naissance jusqu'au cinquième anniversaire de l'enfant. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en même temps que la nouvelle allocation familiale.

La nouvelle allocation familiale est déterminée en fonction de la situation familiale, du nombre d'enfants et du revenu familial net de l'année précédente. Le montant est établi pour une période de 12 mois débutant le 1er juillet.

L'allocation maximale est fixée en 1997 à 975 $ par année pour un premier enfant, à 975 $ pour un deuxième enfant et à 398 $ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 $ par année. L'allocation maximale est réduite lorsque le revenu familial excède 21 825 $ pour une famille biparentale ou 15 332 $ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale sont de 50 % de 15 332 $ à 20 921 $[2], de 30 % jusqu'à 25 921 $[3], puis de 50 % jusqu'à 50 000 $. L'allocation maximale ne peut toutefois être réduite en deçà d'un certain seuil pour les familles qui ont un revenu de moins de 50 000 $. L'allocation minimale est de 131 $ par année pour un premier enfant, de 174 $ pour un deuxième enfant et de 398 $ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Elle est réduite à un taux de 5 % jusqu'à réduction complète pour les familles qui ont un revenu de 50 000 $ ou plus.

En raison des modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de 18 ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

2. Le seuil étant fixé à 21 825 $ pour les familles biparentales, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.

3. Le seuil de 25 921 $ augmente de 1 231 $ par enfant pour les familles de quatre enfants ou plus.

La situation actuelle – Le Soutien aux enfants

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est entré en vigueur en janvier 2005. Il fait suite au *Discours sur le budget 2004-2005*.

Le CIRSE a remplacé le programme des prestations familiales, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant mineur à charge et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. En 2011, le CIRSE a été renommé Soutien aux enfants. Cette mesure comprend le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH), et s'adresse à toutes les familles québécoises ayant des enfants âgés de moins de 18 ans.

En janvier 2007, un changement a été apporté dans le versement des prestations pour les familles ayant un ou des enfants en garde partagée. L'aide est désormais divisée en deux et versée simultanément aux deux parents qui se partagent la garde d'un ou de plusieurs enfants, alors qu'auparavant ils la recevaient en alternance tous les six mois.

Le PSE

Le PSE varie selon le revenu familial, la situation familiale et le nombre d'enfants dans la famille.

Pour l'année 2010, le montant maximal payable à une famille est obtenu par l'addition d'un crédit de 2 176 $ pour le premier enfant, de 1 088 $ pour chacun des deuxième et troisième enfants, et de 1 631 $ pour chacun des enfants suivants. Un crédit de 762 $ s'ajoute s'il s'agit d'une famille monoparentale. Ce crédit total maximal est réduit de 4 $ pour chaque tranche de 100 $ (taux de réduction de 4 %) de revenu familial excédant 44 788 $ (32 856 $ pour une famille monoparentale), jusqu'à concurrence des sommes correspondant aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants mineurs à charge, soit 611 $ pour le premier enfant, 564 $ pour chacun des autres enfants et un supplément de 305 $ pour une famille monoparentale.

Tableau 7 **Paramètres du PSE, de 2005 à 2011**

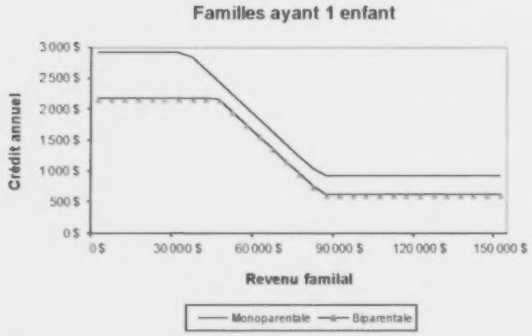
	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		
Année	Suppl. mono-parental	1er enfant	2e enfant	3e enfant	4e enfant et +	Suppl. mono-parental	1er enfant	2e enfant et +	Famille biparentale	Famille monoparentale	Taux de réduction
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	%
2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	31 600	4
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4
2007	732	2 091	1 045	1 045	1 567	293	587	541	43 437	31 832	4
2008	741	2 116	1 058	1 058	1 586	297	594	548	43 654	31 984	4
2009	758	2 166	1 083	1 083	1 623	304	608	561	44 599	32 696	4
2010	762	2 176	1 088	1 088	1 631	305	611	564	44 788	32 856	4
2011	772	2 204	1 102	1 102	1 652	309	619	571	44 788	32 856	4

Tableau 8

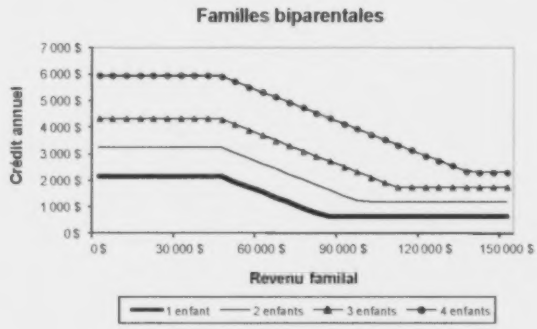
Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale - 2010

	Situation familiale							
	Famille biparentale				Famille monoparentale			
Revenu familial	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
	$	$	$	$	$	$	$	$
Moins de 30 000 $	2 176	3 264	4 352	5 983	2 938	4 026	5 114	6 745
30 000 $	2 176	3 264	4 352	5 983	2 938	4 026	5 114	6 745
40 000 $	2 176	3 264	4 352	5 983	2 652	3 740	4 828	6 459
50 000 $	1 968	3 056	4 144	5 775	2 252	3 340	4 428	6 059
60 000 $	1 568	2 656	3 744	5 375	1 852	2 940	4 028	5 659
70 000 $	1 168	2 256	3 344	4 975	1 452	2 540	3 628	5 259
80 000 $	768	1 856	2 944	4 575	1 052	2 140	3 228	4 859
90 000 $	611	1 456	2 544	4 175	916	1 740	2 828	4 459
100 000 $	611	1 175	2 144	3 775	916	1 480	2 428	4 059
125 000 $	611	1 175	1 739	2 775	916	1 480	2 044	3 059
150 000 $	611	1 175	1 739	2 303	916	1 480	2 044	2 608
175 000 $	611	1 175	1 739	2 303	916	1 480	2 044	2 608
200 000 $	611	1 175	1 739	2 303	916	1 480	2 044	2 608

Graphique 1
Structure du programme
Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2010



Graphique 2
Structure du programme
Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2010



Le SEH

Le SEH remplace l'allocation pour enfant handicapé depuis janvier 2005. Ce supplément est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible au PSE et reconnu handicapé. L'enfant est reconnu comme tel s'il est limité de façon importante dans ses activités quotidiennes pour une période prévisible d'au moins un an.

Le SEH s'ajoute au PSE. Les parents cessent d'avoir droit au SEH lorsque l'enfant n'est plus reconnu handicapé, lorsqu'il atteint 18 ans ou lorsque la famille perd son droit au PSE.

Le SEH a été augmenté en janvier 2006 par l'intégration du crédit d'impôt non remboursable pour enfant à charge ayant une déficience. Cela fait suite au *Discours sur le budget 2005-2006*. La majoration est de 450 $ (20 % de 2 250 $) par année par enfant, soit 37,50 $ par mois. Cette majoration, ajoutée à l'indexation annuelle au coût de la vie, a fait passer la valeur du supplément de 121 $ en 2005 à 161,50 $ en 2006.

En 2010, le montant mensuel du SEH a été augmenté à 172 $ en raison de l'indexation.

Tableau 9	Paramètres du SEH – de 2005 à 2011	
Année	**Montant mensuel**	**Montant annuel**
	($)	($)
2005	121,00	1452
2006 [1]	161,50	1938
2007	165,00	1980
2008	167,00	2004
2009	171,00	2052
2010	172,00	2064
2011	174,00	2088

1. Intégration en janvier 2006 du crédit d'impôt non remboursable pour l'enfant à charge ayant une déficience.

Les dispositions administratives

Indexation annuelle

Les paramètres du Soutien aux enfants (montants minimal et maximal, suppléments pour famille monoparentale) sont indexés chaque année selon le taux d'indexation utilisé dans le régime fiscal. Le taux d'indexation pour 2010 a été de 0,48 %. Les seuils de réduction des montants maximaux sont revalorisés chaque année pour s'harmoniser avec les seuils de sortie de la prime au travail.

Mode de paiement

Le Soutien aux enfants est versé par anticipation sur une base trimestrielle en janvier, en avril, en juillet et en octobre, à moins que le bénéficiaire ne demande à le recevoir sur une base mensuelle. En décembre 2010, 25 % des familles bénéficiaires avaient opté pour le versement mensuel.

Le bénéficiaire a aussi le choix de recevoir ses paiements par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. En décembre 2010, 69 % des familles bénéficiaires avaient choisi le dépôt direct.

Le Soutien aux enfants peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à 11 mois précédant la demande. Il se termine le mois où l'enfant atteint l'âge de 18 ans, s'il a conservé son droit au paiement jusqu'à cette date. Pour que les parents aient droit au Soutien aux enfants pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question.

Administration

L'administration du Soutien aux enfants relève de la ministre de la Famille. La Régie effectue le versement du Soutien aux enfants pour le compte du ministre du Revenu. Elle doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente; la ministre de la Famille doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Toute personne qui désire recevoir le Soutien aux enfants doit en faire la demande à la Régie suivant les modalités prévues au *Règlement sur les prestations familiales*. Jusqu'en janvier 2007, la Régie considérait qu'une demande de prestation fiscale pour enfants adressée au gouvernement fédéral équivalait à une demande de PSE. L'Agence du revenu du Canada fournissait les renseignements nécessaires à la Régie si l'enfant était réputé avoir sa résidence au Québec.

Depuis janvier 2007, les parents doivent aviser directement la Régie de tout changement à la situation familiale à l'exception d'une naissance au Québec. Dans ce cas, la déclaration au Directeur de l'état civil génère une inscription automatique à la Régie.

En ce qui concerne le SEH, une demande doit être adressée directement à la Régie.

Financement

Les sommes requises pour le Soutien aux enfants sont prises à même les recettes fiscales perçues en vertu de la *Loi sur les impôts*.

Imposition du Soutien aux enfants

Les sommes reçues à titre de pour le PSE et le SEH sont par définition non imposables, puisqu'elles constituent un crédit d'impôt remboursable.

Tableau 10 — **Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2010**

	Allocation familiale (AF)			Allocation pour enfant handicapé (AEH)			Sous-total (AF+AEH)	Total	Moyenne
Année	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées (k$)	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées (k$)	Sommes versées (k$)	des sommes versées (k$)	par famille $
1974	922 459	1 985 309	92 292,4	s. o.	s. o.	s. o.	92 292,4	**92 292,4**	100
1975	942 155	1 972 520	100 990,9	s. o.	s. o.	s. o.	100 990,9	**100 990,9**	107
1976	955 683	1 937 200	110 427,4	s. o.	s. o.	s. o.	110 427,4	**110 427,4**	116
1977	958 269	1 885 747	135 568,3	s. o.	s. o.	s. o.	135 568,3	**135 568,3**	141
1978	959 894	1 839 932	151 423,8	s. o.	s. o.	s. o.	151 423,8	**151 423,8**	158
1979	961 376	1 800 895	159 400,2	s. o.	s. o.	s. o.	159 400,2	**159 400,2**	166
1980	961 545	1 765 643	168 749,4	4 817 [1]	4 966	3 879,3	172 628,7	**172 628,7**	180
1981	958 913	1 732 854	180 510,1	5 723	5 910	5 621,6	186 131,7	**186 131,7**	194
1982	953 149	1 697 645	176 069,6	9 302	9 625	8 082,5	184 152,1	**184 152,1**	193
1983	943 799	1 665 811	181 717,9	10 655	11 025	10 841,4	192 559,3	**192 559,3**	204
1984	937 897	1 645 424	187 328,6	12 097	12 516	13 009,9	200 338,5	**200 338,5**	214
1985	936 000	1 633 761	185 107,1	13 724	14 208	14 537,9	199 645,0	**199 645,0**	213
1986	935 821	1 625 412	191 203,7	14 974	15 548	17 079,6	208 283,3	**208 283,3**	223
1987	934 894	1 616 961	197 653,7	16 284	16 924	19 057,1	216 710,8	**216 710,8**	232
1988	938 908	1 619 106	205 179,6	20 168	21 064	21 646,4	226 826,0	**274 514,7** [2]	292
1989	943 045	1 624 738	213 726,6	22 426	23 516	27 068,2	240 794,8	**447 317,1** [3]	474
1990	953 189	1 642 208	225 888,5	25 619	27 057	33 294,7	259 183,2	**506 567,1** [3]	531
1991	962 400	1 657 643	239 768,0	28 954	30 797	38 614,1	278 382,1	**559 494,4** [3]	581
1992	968 532	1 668 391	254 482,8	31 329	33 489	46 269,0	300 751,8	**604 087,8** [3]	624
1993	969 445	1 670 895	258 537,5	30 968	33 017	49 625,5	308 163,0	**622 926,8** [3]	643
1994	967 858	1 670 011	258 792,7	27 568	28 994	45 099,6	303 892,3	**625 575,3** [3]	646
1995	963 361	1 664 019	258 031,7	24 831	26 006	38 509,8	296 541,5	**616 840,2** [3]	640
1996	953 791	1 650 338	257 908,2	23 509	24 569	36 321,1	294 229,3	**619 629,3** [3]	650
1997	680 017 [4]	1 200 262 [4]	413 181,5 [4]	22 993	24 024	35 001,6	448 183,1	**718 814,9** [3]	1 057
1998	660 939	1 179 947	778 142,6	23 273	24 407	34 272,2	812 414,8	**932 033,1** [3]	1 410
1999	629 815	1 125 985	762 143,6	24 066	25 301	35 248,5	797 392,1	**877 531,4** [3]	1 393
2000	586 953	1 047 699	632 492,3	24 772	26 098	37 043,1	669 535,4	**722 641,8** [3]	1 231
2001	554 007	989 020	541 984,1	25 286	26 694	38 202,5	580 186,6	**608 311,5** [3]	1 098
2002	538 660	959 313	516 817,2	25 819	27 336	38 296,1	555 113,3	**561 025,8** [3]	1 042
2003	516 230	918 470	496 458,7	26 918	28 586	39 688,3	536 147,0	**536 147,0**	1 039
2004	503 520	893 280	480 943,9	28 122	29 974	42 332,1	523 276,0	**523 276,0**	1 039
	Paiement de Soutien aux enfants (PSE)				Supplément pour enfant handicapé (SEH)		Sous-total (PSE+SEH)		
2005	873 108	1 494 566 [5]	1 973 541,2	29 585	31 541	41 819,1	2 015 360,3	**2 029 711,1** [7]	2 325
2006	874 996	1 494 661	2 036 803,4	30 803	32 883	61 706,1	2 098 509,5	**2 102 015,3** [7]	2 402
2007	886 336	1 486 998	2 054 879,8	31 978	33 631	65 532,2	2 120 412,0	**2 121 587,4** [7]	2 394
2008	887 085	1 487 599	2 041 462,2	33 020 [6]	34 710 [6]	68 217,3	2 109 679,5	**2 109 936,3** [7]	2 379
2009	884 100 [6]	1 482 220 [6]	2 062 689,2	33 830 [6]	35 540 [6]	72 559,2	2 135 248,3	**2 135 599,6** [7]	2 416
2010	882 480 [6]	1 479 370 [6]	2 049 741,3	34 630 [6]	36 320 [6]	74 391,7	2 124 133,0	**2 124 238,5** [7]	2 407

1. Estimation.

2. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance (voir le détail au tableau 4).

3. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant (voir le détail aux tableaux 4 et 5).

4. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

5. L'augmentation du nombre d'enfants inscrits en 2005 est due au passage d'un programme sélectif, soit l'ancien Programme d'allocation familiale, à un programme universel, le paiement de Soutien aux enfants.

6. Données projetées.

7. Comprend les sommes versées rétroactivement au cours de l'année en vertu de l'ancienne *Loi sur les prestations familiales* (allocation familiale ou allocation pour enfant handicapé).

Tableau 11 — **Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2010**

	Allocation familiale				Allocation pour enfant handicapé			
Année	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
1974	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1975	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1976	1 001 532	935 668	1 937 200	2,03	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1977	974 931	910 816	1 885 747	1,97	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1978	951 245	888 687	1 839 932	1,92	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1979	931 063	869 832	1 800 895	1,87	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1980	914 603	851 040	1 765 643	1,84	2 791	2 175	4 966	1,03
1981	897 618	835 236	1 732 854	1,81	3 323	2 587	5 910	1,03
1982	879 380	818 265	1 697 645	1,78	5 452	4 173	9 625	1,03
1983	862 890	802 921	1 665 811	1,77	6 250	4 775	11 025	1,03
1984	853 975	791 449	1 645 424	1,75	7 097	5 419	12 516	1,03
1985	848 949	784 812	1 633 761	1,75	8 113	6 095	14 208	1,04
1986	844 481	780 931	1 625 412	1,74	8 937	6 611	15 548	1,04
1987	840 374	776 587	1 616 961	1,73	9 722	7 202	16 924	1,04
1988	837 434	781 672	1 619 106	1,72	12 173	8 891	21 064	1,04
1989	839 971	784 767	1 624 738	1,72	13 688	9 828	23 516	1,05
1990	847 997	794 211	1 642 208	1,72	15 886	11 171	27 057	1,06
1991	853 901	803 742	1 657 643	1,72	18 220	12 577	30 797	1,06
1992	859 217	809 174	1 668 391	1,72	19 962	13 527	33 489	1,07
1993	860 352	810 543	1 670 895	1,72	19 611	13 406	33 017	1,07
1994	859 513	810 498	1 670 011	1,73	17 217	11 777	28 994	1,05
1995	855 685	808 334	1 664 019	1,73	15 289	10 717	26 006	1,05
1996	848 004	802 334	1 650 338	1,73	14 469	10 100	24 569	1,05
1997 [1]	616 668	583 594	1 200 262	1,77	14 224	9 800	24 024	1,04
1998	605 822	574 125	1 179 947	1,79	14 543	9 864	24 407	1,05
1999	577 624	548 361	1 125 985	1,79	15 203	10 098	25 301	1,05
2000	537 651	510 048	1 047 699	1,78	15 832	10 266	26 098	1,05
2001	506 378	482 642	989 020	1,79	16 344	10 350	26 694	1,06
2002	491 360	467 953	959 313	1,78	16 880	10 456	27 336	1,06
2003	471 130	447 340	918 470	1,78	17 905	10 681	28 586	1,06
2004	458 208	435 072	893 280	1,77	19 053	10 921	29 974	1,07
	Paiement de Soutien aux enfants				Supplément pour enfant handicapé			
2005	764 144	730 422	1 494 566	1,71	20 306	11 235	31 541	1,07
2006	763 584	731 077	1 494 661	1,71	21 408	11 475	32 883	1,07
2007	759 428	727 570	1 486 998	1,68	22 100	11 531	33 631	1,05
2008	759 749 [2]	727 850 [2]	1 487 599 [2]	1,68	22 976 [2]	11 734 [2]	34 710 [2]	1,05
2009	757 262 [2]	724 958 [2]	1 482 220 [2]	1,68	23 616 [2]	11 924 [2]	35 540 [2]	1,05
2010	755 806 [2]	723 564 [2]	1 479 370 [2]	1,68	24 229 [2]	12 091 [2]	36 320 [2]	1,05

1 Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

2 Données projetées.

La baisse du nombre moyen d'enfants par famille en 2007 est due à l'augmentation du nombre de familles. En effet, depuis janvier 2007, les familles ayant un ou des enfants en garde partagée comptent pour deux familles distinctes, alors que le nombre d'enfants reste inchangé.

Tableau 12 **Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2010**

Âge de l'enfant	1975	1980	1985	1990	1995	2000 [1]	2005	2010 [2]
Moins de 1 an	86 634	94 788	84 054	96 523	87 156	47 856	73 944	85 080
1 an	89 535	97 636	87 724	91 036	89 891	50 947	72 374	88 180
2 ans	88 084	93 513	87 418	86 306	92 324	52 481	72 790	87 740
3 ans	87 042	93 992	90 328	83 843	96 500	54 792	72 439	85 090
4 ans	92 544	92 965	94 401	85 559	97 419	58 523	73 807	82 210
5 ans	94 209	92 123	95 863	87 146	97 948	60 530	72 702	78 220
6 ans	95 922	88 252	97 142	89 350	92 286	61 816	73 904	75 670
7 ans	96 904	86 660	93 143	88 839	87 666	62 814	76 418	75 570
8 ans	100 034	85 279	93 343	91 842	85 183	65 153	80 655	74 990
9 ans	108 101	90 475	92 564	95 908	86 929	65 990	85 330	76 040
10 ans	118 850	92 273	91 481	97 262	88 597	66 101	88 249	74 900
11 ans	126 570	93 745	87 871	98 436	90 679	62 519	90 467	75 910
12 ans	129 321	94 870	86 141	94 495	90 097	58 565	92 570	78 360
13 ans	130 672	97 965	84 786	94 605	93 016	56 430	95 967	81 900
14 ans	131 876	105 860	89 750	93 574	96 805	56 227	96 965	86 550
15 ans	133 119	116 064	91 490	92 457	97 958	56 141	97 411	89 090
16 ans	134 341	123 688	92 834	88 626	98 946	55 963	91 886	91 300
17 ans	128 762	125 495	93 428	86 401	94 619	54 851	86 688	92 570
Total	**1 972 520**	**1 765 643**	**1 633 761**	**1 642 208**	**1 664 019**	**1 047 699**	**1 494 566**	**1 479 370**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).
2. Données projetées.

Tableau 13 **Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2010**

	1975	1980	1985	1990	1995	2000 [1]	2005	2010 [2]
1 enfant	355 433	408 963	417 528	432 806	441 521	272 091	408 890	408 500
2 enfants	323 850	368 676	374 565	384 031	380 771	205 056	344 574	350 000
3 enfants	155 526	135 503	116 298	111 442	112 471	83 175	93 773	96 400
4 enfants ou plus	107 346	48 403	27 609	24 910	28 598	26 631	25 871	27 580
Total	**942 155**	**961 545**	**936 000**	**953 189**	**963 361**	**586 953**	**873 108**	**882 480**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).
2. Données projetées.

Tableau 14 — Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu - décembre 2010

	Revenu familial				
Situation familiale	**Moins de 25 000 $**	**25 000 $ - 49 999 $**	**50 000 $ - 74 999 $**	**75 000 $ ou plus**	**Total**
Familles biparentales					
1 enfant	25 929	51 625	65 504	116 794	259 852
2 enfants	23 662	47 164	63 628	133 637	268 091
3 enfants	10 659	16 458	17 123	33 341	77 581
4 enfants ou plus	5 485	6 284	4 436	6 447	22 652
Sous-total	**65 735**	**121 531**	**150 691**	**290 219**	**628 176**
Familles monoparentales					
1 enfant	73 568	45 557	16 184	5 693	141 002
2 enfants	37 210	24 290	9 809	4 062	75 371
3 enfants	10 715	4 108	1 523	703	17 049
4 enfants ou plus	3 470	698	178	85	4 431
Sous-total	**124 963**	**74 653**	**27 694**	**10 543**	**237 853**
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	99 497	97 182	81 688	122 487	400 854
2 enfants	60 872	71 454	73 437	137 699	343 462
3 enfants	21 374	20 566	18 646	34 044	94 630
4 enfants ou plus	8 955	6 982	4 614	6 532	27 083
Total [1]	**190 698**	**196 184**	**178 385**	**300 762**	**866 029**

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

Tableau 15 **Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu - décembre 2010**

	Revenu familial				
Situation familiale	**Moins de 25 000 $**	**25 000 $ - 49 999 $**	**50 000 $ - 74 999 $**	**75 000 $ ou plus**	**Total**
Familles biparentales	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
1 enfant	181	179	122	53	108
2 enfants	271	269	211	112	177
3 enfants	362	358	300	176	268
4 enfants ou plus	570	549	468	297	467
Sous-total	**275**	**257**	**190**	**100**	**170**
Familles monoparentales					
1 enfant	236	212	135	70	210
2 enfants	318	275	188	110	276
3 enfants	410	362	259	164	375
4 enfants ou plus	589	526	394	235	565
Sous-total	**285**	**244**	**162**	**93**	**249**
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	221	194	124	54	144
2 enfants	300	271	208	111	199
3 enfants	386	359	297	176	287
4 enfants ou plus	577	547	465	296	483
Total [1]	**282**	**252**	**186**	**99**	**192**

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

Près des trois quarts (73 %) des familles bénéficiaires du PSE sont des familles biparentales. Elles reçoivent toutefois un PSE moyen nettement inférieur à celui des familles monoparentales en raison d'un revenu annuel moyen plus élevé et de la somme additionnelle versée aux familles monoparentales.

Les familles qui gagnent moins de 25 000 $ représentent environ le quart (22 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE plus élevé que la moyenne. À l'opposé, celles qui gagnent 75 000 $ ou plus constituent un peu plus du tiers (35 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE nettement inférieur à la moyenne.

Tableau 16 **Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée - décembre 2010**

	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
Situation familiale	Nombre de familles	Revenu annuel moyen	Nombre de familles	Revenu annuel moyen	Nombre de familles	Revenu annuel moyen	Nombre de familles	Revenu annuel moyen
Familles biparentales		**$**		**$**		**$**		**$**
1 enfant	65 104	27 367	99 288	64 227	95 460	135 645	259 852	81 228
2 enfants	59 311	27 358	125 860	70 525	82 920	151 452	268 091	86 006
3 enfants ou plus	34 316	25 495	48 777	75 058	17 140	198 193	100 233	79 146
Sous-total	**158 731**	**26 959**	**273 925**	**69 049**	**195 520**	**147 832**	**628 176**	**82 935**
Familles monoparentales								
1 enfant	92 712	15 932	44 521	49 126	3 769	124 256	141 002	29 308
2 enfants	47 179	15 737	26 591	51 744	1 601	154 691	75 371	31 392
3 enfants ou plus	16 444	13 012	4 793	52 959	243	194 702	21 480	23 981
Sous-total	**156 335**	**15 566**	**75 905**	**50 285**	**5 613**	**135 987**	**237 853**	**29 487**
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	157 816	20 649	143 809	59 552	99 229	135 213	400 854	62 965
2 enfants	106 490	22 209	152 451	67 249	84 521	151 513	343 462	74 021
3 enfants ou plus	50 760	21 451	53 570	73 081	17 383	198 144	121 713	69 410
Total[1]	**315 066**	**21 306**	**349 830**	**64 978**	**201 133**	**147 502**	**866 029**	**68 256**

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

Le tableau 16 indique que 315 066 familles (36 % des familles) touchent la somme maximale du PSE. Le revenu moyen de ces familles est de 21 306 $, le maximum de revenu qui permet le PSE maximal étant de 44 788 $ pour les familles biparentales et de 32 856 $ pour les familles monoparentales en 2010. À l'opposé, 23 % des familles touchent la somme minimale. Rappelons que cette somme correspond aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants à charge de moins de 18 ans. Le revenu moyen de ces familles est de 147 502 $.

Tableau 17

Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe - décembre 2010

	Âge du bénéficiaire				Sexe du bénéficiaire		
Situation familiale	Moins de 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans ou plus	Femme	Homme	Total
Familles biparentales							
1 enfant	12 823	79 700	79 919	87 410	254 086	5 766	259 852
2 enfants	4 189	86 890	134 349	42 663	263 152	4 939	268 091
3 enfants	696	25 535	43 128	8 222	75 442	2 139	77 581
4 enfants ou plus	138	7 858	12 742	1 914	21 820	832	22 652
Sous-total	**17 846**	**199 983**	**270 138**	**140 209**	**614 500**	**13 676**	**628 176**
Familles monoparentales							
1 enfant	9 112	32 116	51 864	47 910	115 641	25 361	141 002
2 enfants	1 788	19 395	38 438	15 750	62 597	12 774	75 371
3 enfants	256	5 266	9 145	2 382	14 811	2 238	17 049
4 enfants ou plus	32	1 603	2 331	465	4 026	405	4 431
Sous-total	**11 188**	**58 380**	**101 778**	**66 507**	**197 075**	**40 778**	**237 853**
Familles biparentales et monoparentales							
1 enfant	21 935	111 816	131 783	135 320	369 727	31 127	400 854
2 enfants	5 977	106 285	172 787	58 413	325 749	17 713	343 462
3 enfants	952	30 801	52 273	10 604	90 253	4 377	94 630
4 enfants ou plus	170	9 461	15 073	2 379	25 846	1 237	27 083
Total [1]	**29 034**	**258 363**	**371 916**	**206 716**	**811 575**	**54 454**	**866 029**

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

Dans 94 % des familles, le PSE est versé à la mère.

Un peu plus des trois quarts (76 %) des bénéficiaires du PSE sont âgés de moins de 45 ans. Seulement 3 % des familles ont un bénéficiaire de moins de 25 ans.

Tableau 18 **Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée - décembre 2010**

	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
Situation familiale	Dépôt direct	Paiement mensuel	Dépôt direct	Paiement mensuel	Dépôt direct	Paiement mensuel	Dépôt direct	Paiement mensuel
Familles biparentales	%	%	%	%	%	%	%	%
1 enfant	70	24	61	15	50	5	59	13
2 enfants	79	31	68	20	55	5	66	18
3 enfants ou plus	84	42	76	29	59	7	76	30
Sous-total	76	31	67	20	53	5	65	18
Familles monoparentales								
1 enfant	81	47	71	22	54	6	77	38
2 enfants	86	56	72	27	56	4	80	45
3 enfants ou plus	90	65	79	34	59	4	87	57
Sous-total	83	52	72	24	55	5	79	42
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	76	38	65	17	50	5	65	22
2 enfants	82	42	69	21	55	5	69	24
3 enfants ou plus	86	49	76	30	59	7	78	35
Total[1]	80	41	68	21	53	5	69	25

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

La majorité des bénéficiaires du PSE (69 %) optent pour le dépôt direct, et une famille sur quatre (25 %) demande à recevoir son paiement chaque mois plutôt que tous les trimestres.

Ces statistiques varient en fonction de la somme versée. Les familles qui reçoivent la somme maximale, soit les familles à faible revenu, préfèrent le dépôt direct et le paiement mensuel. Ainsi, 80 % des familles qui reçoivent la somme maximale optent pour le dépôt direct, et 41 % demandent le paiement mensuel. À l'inverse, les familles qui reçoivent la somme minimale, soit les familles à revenu plus élevé, optent pour le dépôt direct dans une proportion de 53 % et pour le paiement mensuel dans une proportion de 5 %.

Tableau 19 **Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille - décembre 2010**

	Nombre d'enfants dans la famille				
Âge de l'enfant	**1 enfant**	**2 enfants**	**3 enfants**	**4 enfants ou plus**	**Total**
Moins de 1 an	35 702	31 002	11 924	4 804	83 431
1 an	35 217	33 671	12 465	5 119	86 471
2 ans	24 949	40 820	14 441	5 836	86 045
3 ans	17 698	43 209	16 188	6 350	83 444
4 ans	13 795	42 625	17 387	6 810	80 617
5 ans	12 239	39 640	17 907	6 920	76 705
6 ans	11 458	37 836	17 805	7 103	74 201
7 ans	11 575	36 888	18 126	7 522	74 111
8 ans	11 591	36 644	17 642	7 667	73 543
9 ans	12 083	36 683	18 099	7 706	74 570
10 ans	12 687	35 870	17 206	7 685	73 446
11 ans	13 750	36 579	16 801	7 309	74 438
12 ans	15 876	37 460	16 402	7 107	76 845
13 ans	18 868	39 031	15 678	6 735	80 311
14 ans	24 827	39 223	14 596	6 228	84 873
15 ans	32 519	36 133	13 122	5 593	87 366
16 ans	41 627	32 341	11 007	4 554	89 529
17 ans	44 636	31 783	10 256	4 114	90 788
Total [1]	**391 093**	**667 433**	**277 047**	**115 156**	**1 450 729**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

Presque un enfant sur deux (46 %) vit dans une famille de 2 enfants, et moins de 10 % des enfants vivent dans une famille de 4 enfants ou plus.

Il y a 90 788 enfants de 17 ans au Québec comparativement à 83 431 enfants de moins d'un an. Étant donné que les enfants de 17 ans cesseront de donner droit au PSE au cours de l'année, il faudra une augmentation importante du nombre de naissances ou un solde migratoire fortement positif pour contrer une baisse prévisible du nombre de familles bénéficiaires au Québec. Il faudra aussi un apport considérable de nouvelles familles, car 44 636 familles cesseront d'être bénéficiaires, puisque leur seul enfant a 17 ans.

Le supplément pour enfant handicapé

Tableau 20 — Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2010

	Nature du handicap						
					Déficiences	Troubles du	
Sexe et année	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Sous-total	développement	Total
Garçons							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 791
1985	354	740	1 899	2 926	**5 919**	2 194	**8 113**
1990	469	911	2 591	8 932	**12 903**	2 983	**15 886**
1991	484	930	2 578	11 108	**15 100**	3 120	**18 220**
1992	494	920	2 678	12 374	**16 466**	3 496	**19 962**
1993	487	904	2 637	12 030	**16 058**	3 553	**19 611**
1994	495	889	2 515	9 087	**12 986**	4 231	**17 217**
1995	474	861	2 362	6 963	**10 660**	4 629	**15 289**
1996	457	844	2 225	6 086	**9 612**	4 857	**14 469**
1997	438	811	2 170	5 529	**8 948**	5 276	**14 224**
1998	440	789	2 095	5 186	**8 510**	6 033	**14 543**
1999	440	771	2 027	5 016	**8 254**	6 949	**15 203**
2000	439	753	1 995	4 937	**8 124**	7 708	**15 832**
2001	436	732	1 920	4 843	**7 931**	8 413	**16 344**
2002	446	702	1 840	4 657	**7 645**	9 235	**16 880**
2003	464	699	1 801	4 689	**7 653**	10 252	**17 905**
2004	468	674	1 710	4 632	**7 484**	11 569	**19 053**
2005	446	659	1 634	4 647	**7 386**	12 920	**20 306**
2006	428	626	1 566	4 677	**7 297**	14 111	**21 408**
2007	417	562	1 488	4 704	**7 171**	14 929	**22 100**
2008 [1]	408	537	1 409	4 831	**7 185**	15 791	**22 976**
2009 [1]	405	508	1 332	4 909	**7 154**	16 462	**23 616**
2010 [1]	399	510	1 313	5 029	**7 251**	16 978	**24 229**
Filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 175
1985	250	630	1 483	2 258	**4 621**	1 474	**6 095**
1990	314	853	2 020	6 190	**9 377**	1 794	**11 171**
1991	318	876	2 044	7 527	**10 765**	1 812	**12 577**
1992	304	858	2 200	8 283	**11 645**	1 882	**13 527**
1993	300	827	2 194	8 153	**11 474**	1 932	**13 406**
1994	299	836	2 153	6 339	**9 627**	2 150	**11 777**
1995	297	817	2 095	5 135	**8 344**	2 373	**10 717**
1996	309	785	2 009	4 564	**7 667**	2 433	**10 100**
1997	293	773	1 886	4 263	**7 215**	2 585	**9 800**
1998	295	762	1 817	4 114	**6 988**	2 876	**9 864**
1999	294	747	1 765	4 034	**6 840**	3 258	**10 098**
2000	295	743	1 698	4 026	**6 762**	3 504	**10 266**
2001	300	725	1 611	3 765	**6 401**	3 949	**10 350**
2002	301	702	1 518	3 830	**6 351**	4 105	**10 456**
2003	311	679	1 454	3 830	**6 274**	4 407	**10 681**
2004	307	648	1 399	3 830	**6 184**	4 737	**10 921**
2005	310	608	1 328	3 850	**6 096**	5 139	**11 235**
2006	309	584	1 270	3 902	**6 065**	5 410	**11 475**
2007	307	537	1 178	3 920	**5 942**	5 589	**11 531**
2008 [1]	304	509	1 114	4 022	**5 949**	5 785	**11 734**
2009 [1]	299	480	1 054	4 171	**6 004**	5 920	**11 924**
2010 [1]	298	489	1 014	4 247	**6 048**	6 043	**12 091**

1. Données projetées.

Tableau 20 (*Suite*) **Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2010**

	Nature du handicap						
					Déficiences	Troubles du	
Sexe et année	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Sous-total	développement	Total
Garçons et filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	**n. d.**	n. d.	**4 966**
1985	604	1 370	3 382	5 184	**10 540**	3 668	**14 208**
1990	783	1 764	4 611	15 122	**22 280**	4 777	**27 057**
1991	802	1 806	4 622	18 635	**25 865**	4 932	**30 797**
1992	798	1 778	4 878	20 657	**28 111**	5 378	**33 489**
1993	787	1 731	4 831	20 183	**27 532**	5 485	**33 017**
1994	794	1 725	4 668	15 426	**22 613**	6 381	**28 994**
1995	771	1 678	4 457	12 098	**19 004**	7 002	**26 006**
1996	766	1 629	4 234	10 650	**17 279**	7 290	**24 569**
1997	731	1 584	4 056	9 792	**16 163**	7 861	**24 024**
1998	735	1 551	3 912	9 300	**15 498**	8 909	**24 407**
1999	734	1 518	3 792	9 050	**15 094**	10 207	**25 301**
2000	734	1 496	3 693	8 963	**14 886**	11 212	**26 098**
2001	736	1 457	3 531	8 608	**14 332**	12 362	**26 694**
2002	747	1 404	3 358	8 487	**13 996**	13 340	**27 336**
2003	775	1 378	3 255	8 519	**13 927**	14 659	**28 586**
2004	775	1 322	3 109	8 462	**13 668**	16 306	**29 974**
2005	756	1 267	2 962	8 497	**13 482**	18 059	**31 541**
2006	737	1 210	2 836	8 579	**13 362**	19 521	**32 883**
2007	724	1 099	2 666	8 624	**13 113**	20 518	**33 631**
2008 [1]	712	1 046	2 523	8 853	**13 134**	21 576	**34 710**
2009 [1]	704	988	2 386	9 080	**13 158**	22 382	**35 540**
2010 [1]	697	999	2 327	9 276	**13 299**	23 021	**36 320**

1 Données projetées.

La tendance à la hausse du nombre d'enfants reconnus handicapés se poursuit en 2010. L'augmentation s'observe principalement dans les cas de troubles du développement, qui sont en progression depuis le début du programme en 1980.

Tableau 21 **Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu - décembre 2010**

	Revenu familial				
Situation familiale	**Moins de 25 000 $**	**25 000 $ - 49 999 $**	**50 000 $ - 74 999 $**	**75 000 $ ou plus**	**Total**
Familles biparentales					
1 enfant	782	1 303	1 434	2 030	5 549
2 enfants	1 183	2 213	2 477	4 150	10 023
3 enfants	832	1 177	989	1 534	4 532
4 enfants ou plus	611	596	361	389	1 957
Total	**3 408**	**5 289**	**5 261**	**8 103**	**22 061**
Familles monoparentales					
1 enfant	2 632	1 115	338	115	4 200
2 enfants	2 398	989	364	141	3 892
3 enfants	960	244	108	34	1 346
4 enfants ou plus	450	68	10	7	535
Total	**6 440**	**2 416**	**820**	**297**	**9 973**
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	3 414	2 418	1 772	2 145	9 749
2 enfants	3 581	3 202	2 841	4 291	13 915
3 enfants	1 792	1 421	1 097	1 568	5 878
4 enfants ou plus	1 061	664	371	396	2 492
Total [1]	**9 848**	**7 705**	**6 081**	**8 400**	**32 034**

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

On compte 32 034 familles ayant au moins un enfant reconnu handicapé, soit 4 % des familles québécoises.

Près de 70 % des familles bénéficiaires du SEH sont biparentales et 55 % ont un revenu inférieur à 50 000 $.

Tableau 22 **Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nautre du handicap et l'âge de l'enfant - décembre 2010**

	Âge de l'enfant			
Nature du handicap	**0-4 ans**	**5-11 ans**	**12-17 ans**	**Total**
Déficiences				
Visuelle	127	266	260	653
Auditive	219	353	378	950
Motrice	436	769	1 027	2 231
Autres déficiences				
Fonction cardiovasculaire	170	72	59	301
Alimentation et digestion	151	324	280	755
Anomalies métaboliques ou héréditaires	355	1 142	1 569	3 066
Anomalies du système nerveux	60	130	118	308
Fonction respiratoire	39	67	49	155
Néoplasies	144	212	206	562
Anomalies du système immunitaire	284	441	207	932
Fonctions rénale et urinaire	25	57	69	151
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	498	567	390	1 454
Autres déficiences et déficiences multiples	624	168	472	1 264
Sous-total	2 350	3 179	3 418	8 947
Total - Déficiences	**3 132**	**4 567**	**5 083**	**12 781**
Troubles du développement				
Retard psychomoteur	516	558	241	1 315
Retard mental et déficiences cognitives	34	1 508	3 342	4 884
Troubles envahissants du développement	534	3 554	2 271	6 359
Troubles du langage	850	3 624	1 734	6 208
Troubles du comportement	10	655	947	1 612
Autres/psychoaffectif	10	655	947	317
Total - Troubles du développement	**1 946**	**9 981**	**8 766**	**20 693**
Total[1]	**5 078**	**14 548**	**13 848**	**33 473**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

On compte 33 473 enfants reconnus handicapés, soit 2 % des enfants québécois.

Les handicaps des enfants sont majoritairement (62 %) des troubles du développement.

Statistiques régionales

Tableau 23 — **Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2010 et des sommes totales versées en 2010**

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	
			k$			k$	k$
Bas-Saint-Laurent	19 747	33 300	48 313	668	702	1 555	49 867
Saguenay–Lac-Saint-Jean	29 004	48 525	68 229	1 114	1 146	2 538	70 766
Capitale-Nationale	70 158	112 681	147 101	2 280	2 334	5 111	152 212
Mauricie	25 939	42 158	64 199	913	948	2 150	66 350
Estrie	33 103	56 931	83 046	1 351	1 403	3 084	86 131
Montréal	189 769	318 349	490 136	7 028	7 487	16 830	506 966
Outaouais	42 447	69 593	94 031	1 361	1 389	3 041	97 072
Abitibi-Témiscamingue	16 634	28 562	39 181	528	539	1 181	40 362
Côte-Nord	11 370	18 773	26 389	386	396	854	27 243
Nord-du-Québec	6 175	13 069	19 667	171	173	393	20 060
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9 460	14 662	23 791	349	368	836	24 628
Chaudière-Appalaches	45 135	77 577	104 658	1 523	1 592	3 516	108 175
Laval	47 869	81 099	107 877	1 728	1 815	4 002	111 879
Lanaudière	57 100	95 490	133 384	2 432	2 547	5 623	139 007
Laurentides	66 051	109 776	150 822	2 556	2 640	5 829	156 652
Montérégie	169 159	283 534	379 275	6 735	7 050	15 709	394 984
Centre-du-Québec	26 254	45 496	66 765	896	924	2 061	68 826
Hors du Québec	655	1 158	2 876	15	23	77	2 953
Total [1]	**866 029**	**1 450 729**	**2 049 741**	**32 034**	**33 473**	**74 392**	**2 124 133**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

Tableau 24 **Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille - décembre 2010**

Région	Familles bénéficiaires du PSE				Familles bénéficiaires du SEH			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total
Bas-Saint-Laurent	9 068	7 773	2 906	**19 747**	214	294	160	**668**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	13 292	11 571	4 141	**29 004**	358	491	265	**1 114**
Capitale-Nationale	33 634	28 304	8 220	**70 158**	798	988	494	**2 280**
Mauricie	12 683	10 022	3 234	**25 939**	300	391	222	**913**
Estrie	14 196	13 340	5 567	**33 103**	359	562	430	**1 351**
Montréal	93 357	69 812	26 600	**189 769**	2 221	2 945	1 862	**7 028**
Outaouais	20 035	16 761	5 651	**42 447**	455	575	331	**1 361**
Abitibi-Témiscamingue	7 386	6 522	2 726	**16 634**	172	209	147	**528**
Côte-Nord	5 604	4 228	1 538	**11 370**	153	155	78	**386**
Nord-du-Québec	2 354	1 932	1 889	**6 175**	38	46	87	**171**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5 084	3 448	928	**9 460**	145	138	66	**349**
Chaudière-Appalaches	19 061	19 103	6 971	**45 135**	415	687	421	**1 523**
Laval	21 207	20 170	6 492	**47 869**	507	817	404	**1 728**
Lanaudière	26 397	22 849	7 854	**57 100**	684	1 083	665	**2 432**
Laurentides	30 120	27 034	8 897	**66 051**	727	1 166	663	**2 556**
Montérégie	75 951	69 596	23 612	**169 159**	1 957	2 982	1 796	**6 735**
Centre-du-Québec	11 134	10 730	4 390	**26 254**	244	376	276	**896**
Hors du Québec	291	267	97	**655**	2	10	3	**15**
Total [1]	**400 854**	**343 462**	**121 713**	**866 029**	**9 749**	**13 915**	**8 370**	**32 034**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

Tableau 25 **Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants - décembre 2010**

Région	Familles avec enfants âgés de				Nombre total d'enfants âgés de			
	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total [1]	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	7 243	8 961	9 415	**19 747**	9 389	11 965	11 946	**33 300**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 667	12 975	13 798	**29 004**	13 704	17 243	17 578	**48 525**
Capitale-Nationale	26 621	30 554	31 326	**70 158**	34 189	39 274	39 218	**112 681**
Mauricie	9 120	11 275	12 435	**25 939**	11 707	14 715	15 736	**42 158**
Estrie	12 387	15 451	15 348	**33 103**	16 173	20 685	20 074	**56 931**
Montréal	78 881	87 443	81 592	**189 769**	98 470	115 279	104 601	**318 349**
Outaouais	15 558	19 597	19 490	**42 447**	19 640	25 423	24 530	**69 593**
Abitibi-Témiscamingue	6 178	7 540	8 038	**16 634**	8 131	10 072	10 359	**28 562**
Côte-Nord	4 197	5 311	5 434	**11 370**	5 238	6 822	6 714	**18 773**
Nord-du-Québec	2 990	3 447	2 912	**6 175**	3 954	5 068	4 048	**13 069**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 104	4 109	4 734	**9 460**	3 790	5 133	5 739	**14 662**
Chaudière-Appalaches	17 299	20 584	20 510	**45 135**	22 964	27 851	26 763	**77 577**
Laval	17 608	22 473	22 732	**47 869**	22 303	29 631	29 166	**81 099**
Lanaudière	20 887	25 423	27 408	**57 100**	27 010	33 232	35 249	**95 490**
Laurentides	23 146	30 249	31 301	**66 051**	29 925	39 648	40 204	**109 776**
Montérégie	61 949	77 288	79 108	**169 159**	79 944	102 131	101 459	**283 534**
Centre-du-Québec	9 828	12 150	12 381	**26 254**	12 982	16 413	16 102	**45 496**
Hors du Québec	383	315	165	**655**	500	430	228	**1 158**
Total [2]	**328 046**	**395 145**	**398 127**	**866 029**	**420 008**	**521 014**	**509 712**	**1 450 729**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. La somme des données individuelles ne correspond pas au total puisqu'une famille ayant plusieurs enfants d'âge différent n'est comptée qu'une fois dans le total.

2. Données réelles au 31décembre 2010.

Tableau 26 **Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap - décembre 2010**

	Nature du handicap						
					Déficiences	Troubles du	
Région	**Visuelle**	**Auditive**	**Motrice**	**Autres**	**Sous-total**	**développement**	**Total**
Bas-Saint-Laurent	2	11	62	221	**296**	406	**702**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	23	31	121	395	**570**	577	**1 146**
Capitale-Nationale	32	82	190	801	**1 105**	1 229	**2 334**
Mauricie	22	27	67	253	**369**	579	**948**
Estrie	20	28	83	327	**458**	945	**1 403**
Montréal	154	246	427	1 805	**2 632**	4 857	**7 487**
Outaouais	30	31	104	398	**563**	826	**1 389**
Abitibi-Témiscamingue	12	16	43	185	**256**	283	**539**
Côte-Nord	7	14	34	115	**170**	226	**396**
Nord-du-Québec	8	4	19	55	**86**	87	**173**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8	9	27	105	**149**	219	**368**
Chaudière-Appalaches	29	34	129	506	**698**	894	**1 592**
Laval	42	62	114	470	**688**	1 127	**1 815**
Lanaudière	35	55	155	595	**840**	1 708	**2 547**
Laurentides	43	79	161	742	**1 025**	1 616	**2 640**
Montérégie	160	191	422	1 697	**2 470**	4 581	**7 050**
Centre-du-Québec	28	30	73	271	**402**	522	**924**
Hors du Québec	0	1	1	8	**10**	13	**23**
Total [1]	**653**	**950**	**2 231**	**8 947**	**12 781**	**20 693**	**33 473**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2010.

Tableau 27 **Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2010 et des sommes totales versées en 2010**

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	
			M$			M$	M$
Bas-Saint-Laurent							
La Matapédia (7)	1 900	3 299	5,0	74	72	0,2	5,2
Matane (8)	2 045	3 227	4,9	67	75	0,2	5,0
La Mitis (9)	1 926	3 384	5,1	71	80	0,2	5,3
Rimouski-Neigette (10)	5 499	8 932	11,9	177	185	0,4	12,3
Les Basques (11)	752	1 332	2,1	27	28	0,1	2,1
Rivière-du-Loup (12)	3 453	5 778	8,1	114	118	0,3	8,4
Témiscouata (13)	2 036	3 615	5,6	72	75	0,2	5,7
Kamouraska (14)	2 136	3 735	5,5	66	69	0,1	5,7
Total	**19 747**	**33 300**	**48,3**	**668**	**702**	**1,6**	**49,9**
Saguenay–Lac-Saint-Jean							
Le Domaine-du-Roy (91)	3 392	5 903	8,5	124	127	0,3	8,7
Maria-Chapdelaine (92)	2 685	4 629	6,9	89	91	0,2	7,1
Lac-Saint-Jean-Est (93)	5 658	9 724	13,8	226	237	0,5	14,3
Saguenay (941)	15 001	24 302	33,3	589	601	1,3	34,6
Le Fjord-du-Saguenay (942)	2 268	3 968	5,8	86	91	0,2	6,0
Total	**29 004**	**48 525**	**68,2**	**1 114**	**1 146**	**2,5**	**70,8**
Capitale-Nationale							
Charlevoix-Est (15)	1 589	2 571	3,7	57	58	0,1	3,9
Charlevoix (16)	1 190	1 977	2,8	40	44	0,1	2,9
L'Île-d'Orléans (20)	635	1 079	1,3	20	19	0,0	1,4
La Côte-de-Beaupré (21)	2 955	4 906	6,1	88	91	0,2	6,3
La Jacques-Cartier (22)	5 091	8 568	9,7	151	150	0,3	10,0
Québec (23)	53 600	85 111	112,0	1 756	1 799	4,0	115,9
Portneuf (34)	5 098	8 470	11,5	168	174	0,3	11,8
Total	**70 158**	**112 681**	**147,1**	**2 280**	**2 334**	**5,1**	**152,2**
Mauricie							
Mékinac (35)	1 074	1 802	2,9	37	42	0,1	3,0
Shawinigan (36)	4 533	7 160	11,7	199	203	0,5	12,2
Maskinongé (51)	3 574	5 877	9,1	111	115	0,3	9,4
La Tuque (90)	1 700	3 140	5,1	31	32	0,1	5,2
Trois-Rivières (371)	13 195	21 058	30,8	459	480	1,1	31,8
Les Chenaux (372)	1 863	3 122	4,6	76	76	0,2	4,8
Total	**25 939**	**42 158**	**64,2**	**913**	**948**	**2,2**	**66,3**
Estrie							
Le Granit (30)	2 292	4 090	6,2	76	78	0,2	6,3
Les Sources (40)	1 445	2 647	4,2	63	67	0,1	4,3
Le Haut-Saint-Francois (41)	2 386	4 300	6,7	98	103	0,2	6,9
Le Val-Saint-Francois (42)	3 371	5 877	8,3	148	153	0,3	8,6
Sherbrooke (43)	16 629	27 803	39,6	679	711	1,5	41,1
Coaticook (44)	2 186	3 975	6,0	86	91	0,2	6,2
Memphrémagog (45)	4 794	8 241	12,1	201	201	0,4	12,6
Total	**33 103**	**56 931**	**83,0**	**1 351**	**1 403**	**3,1**	**86,1**
Montréal (66)	**189 769**	**318 349**	**490,1**	**7 028**	**7 487**	**16,8**	**507,0**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 *(Suite)* **Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2010 et des sommes totales versées en 2010**

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	
			M$			M$	M$
Outaouais							
Papineau (80)	2 119	3 539	5,7	92	97	0,2	6,0
Gatineau (81)	31 092	50 475	67,1	949	963	2,1	69,3
Les Collines-de-l'Outaouais (82)	5 568	9 388	10,7	173	181	0,4	11,1
La Vallée-de-la-Gatineau (83)	2 262	3 701	6,3	72	70	0,1	6,4
Pontiac (84)	1 406	2 492	4,2	75	79	0,2	4,4
Total	**42 447**	**69 593**	**94,0**	**1 361**	**1 389**	**3,0**	**97,1**
Abitibi-Témiscamingue							
Témiscamingue (85)	1 920	3 346	4,9	60	63	0,1	5,0
Rouyn-Noranda (86)	4 703	7 735	10,2	178	175	0,4	10,5
Abitibi-Ouest (87)	2 327	4 056	5,6	77	78	0,2	5,8
Abitibi (88)	2 798	4 903	6,4	66	69	0,1	6,5
La Vallée-de-l'Or (89)	4 886	8 523	12,1	147	154	0,4	12,5
Total	**16 634**	**28 562**	**39,2**	**528**	**539**	**1,2**	**40,4**
Côte-Nord							
La Haute-Côte-Nord (95)	1 199	1 912	3,0	46	46	0,1	3,1
Manicouagan (96)	3 704	5 869	8,2	160	165	0,4	8,5
Sept-Rivières (971)	4 384	7 358	9,9	133	138	0,3	10,2
Caniapiscau (972)	590	1 056	1,4	16	16	0,0	1,4
Minganie (981)	800	1 363	2,0	17	17	0,0	2,0
Basse-Côte-Nord (982)	693	1 217	2,0	14	14	0,0	2,0
Total	**11 370**	**18 773**	**26,4**	**386**	**396**	**0,9**	**27,2**
Nord-du-Québec							
Jamésie (991)	1 708	2 931	3,8	55	54	0,1	4,0
Kativik (992)	1 901	4 143	6,5	42	43	0,1	6,5
Eeyou Istchee (993)	2 566	5 996	9,4	74	76	0,2	9,5
Total	**6 175**	**13 069**	**19,7**	**171**	**173**	**0,4**	**20,1**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine							
Les Îles-de-la-Madeleine (1)	1 335	1 966	3,0	46	47	0,1	3,1
Le Rocher-Percé (2)	1 763	2 618	4,7	74	76	0,2	4,9
La Côte-de-Gaspé (3)	1 835	2 764	4,1	53	55	0,1	4,2
La Haute-Gaspésie (4)	1 104	1 744	3,0	35	39	0,1	3,1
Bonaventure (5)	1 776	2 848	4,5	76	82	0,2	4,6
Avignon (6)	1 647	2 723	4,6	65	69	0,1	4,7
Total	**9 460**	**14 662**	**23,8**	**349**	**368**	**0,8**	**24,6**
Chaudière-Appalaches							
L'Islet (17)	1 800	3 109	4,7	55	61	0,1	4,9
Montmagny (18)	2 200	3 777	5,6	88	94	0,2	5,8
Bellechasse (19)	3 722	6 624	9,1	147	160	0,4	9,4
La Nouvelle-Beauce (26)	4 103	7 236	9,5	135	141	0,3	9,9
Robert-Cliche (27)	2 087	3 768	5,9	77	77	0,2	6,1
Les Etchemins (28)	1 637	2 996	4,5	59	63	0,1	4,6
Beauce-Sartigan (29)	5 865	10 056	13,9	217	229	0,5	14,4
Les Appalaches (31)	3 902	6 745	10,3	110	115	0,3	10,5
Lotbinière (33)	3 336	5 891	8,5	116	120	0,3	8,8
Lévis (251)	16 483	27 377	32,6	519	533	1,2	33,7
Total	**45 135**	**77 577**	**104,7**	**1 523**	**1 592**	**3,5**	**108,2**
Laval (65)	**47 869**	**81 099**	**107,9**	**1 728**	**1 815**	**4,0**	**111,9**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 *(Suite)* **Répartion des bénéficiaries par région administrative et MRC en décembre 2010 et des sommes totales versées en 2010**

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées	
			M$			M$	M$
Lanaudière							
D'Autray (52)	4 681	7 914	12,2	223	231	0,5	12,7
L'Assomption (60)	14 820	24 264	31,6	639	670	1,5	33,0
Joliette (61)	6 638	10 961	16,3	304	315	0,7	17,0
Matawinie (62)	4 706	8 159	13,6	197	207	0,5	14,1
Montcalm (63)	5 763	9 965	15,6	258	273	0,6	16,2
Les Moulins (64)	20 492	34 227	44,1	811	852	1,8	46,0
Total	**57 100**	**95 490**	**133,4**	**2 432**	**2 547**	**5,6**	**139,0**
Laurentides							
Deux-Montagnes (72)	12 088	19 819	26,5	486	514	1,1	27,6
Thérèse-De Blainville (73)	20 171	34 544	42,6	766	775	1,7	44,4
Mirabel (74)	6 191	10 596	13,5	268	282	0,6	14,1
La Rivière-du-Nord (75)	13 252	21 537	30,9	490	500	1,1	32,1
Argenteuil (76)	3 267	5 431	8,7	138	146	0,3	9,0
Les Pays-d'en-Haut (77)	3 311	5 203	8,0	102	105	0,2	8,2
Les Laurentides (78)	4 385	7 082	11,6	164	170	0,4	11,9
Antoine-Labelle (79)	3 386	5 566	9,0	142	149	0,3	9,3
Total	**66 051**	**109 776**	**150,8**	**2 556**	**2 640**	**5,8**	**156,7**
Montérégie							
Brome-Missisquoi (46)	4 873	8 455	12,9	186	198	0,4	13,3
La Haute-Yamaska (47)	10 504	17 845	25,6	502	530	1,2	26,8
Acton (48)	1 563	2 761	4,9	94	112	0,3	5,1
Pierre-De Saurel (53)	4 615	7 484	11,1	207	224	0,5	11,6
Les Maskoutains (54)	9 428	16 057	23,5	419	432	1,0	24,4
Rouville (55)	4 180	7 040	9,8	137	147	0,3	10,1
Le Haut-Richelieu (56)	13 444	22 363	31,5	556	586	1,3	32,8
La Vallée-du-Richelieu (57)	15 254	25 647	29,7	539	542	1,2	30,9
Longueuil (58)	43 107	70 819	95,9	1 685	1 750	3,9	99,9
Lajemmerais (59)	10 216	17 059	19,4	359	369	0,8	20,2
Roussillon (67)	22 053	37 057	46,7	892	928	2,1	48,8
Les Jardins-de-Napierville (68)	3 119	5 446	7,7	139	147	0,3	8,0
Le Haut-Saint-Laurent (69)	2 506	4 541	7,7	119	133	0,3	7,9
Beauharnois-Salaberry (70)	6 357	10 332	15,8	290	312	0,7	16,5
Vaudreuil-Soulanges (71)	17 940	30 633	37,1	611	645	1,4	38,5
Total	**169 159**	**283 534**	**379,3**	**6 735**	**7 050**	**15,7**	**395,0**
Centre-du-Québec							
L'Érable (32)	2 515	4 517	6,9	84	84	0,2	7,1
Bécancour (38)	2 110	3 638	5,3	71	77	0,2	5,5
Arthabaska (39)	7 735	13 451	19,4	240	246	0,5	19,9
Drummond (49)	11 486	19 671	28,7	430	445	1,0	29,7
Nicolet-Yamaska (50)	2 408	4 220	6,5	71	73	0,2	6,7
Total	**26 254**	**45 496**	**66,8**	**896**	**924**	**2,1**	**68,8**
Hors du Québec	655	1 158	2,9	15	23	0,1	3,0
Total général	**866 029**	**1 450 729**	**2 049,7**	**32 034**	**33 473**	**74,4**	**2 124,1**

La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.